

Brochure n° 3295

Convention collective nationale

IDCC : 1951. – **CABINETS OU ENTREPRISES
D'EXPERTISES EN AUTOMOBILES**

AVENANT N° 31 DU 20 MAI 2009

RELATIF À LA PÉRIODE D'ESSAI

NOR : *ASET0951100M*

IDCC : *1951*

Entre :

L'ANEA,

D'une part, et

La FS CFTD ;

La FCM CGT-FO ;

La CFE-CGC assurances ;

La FSCM CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

L'article 3.3 « Période d'essai » de la convention est ainsi rédigé :

« Les salariés embauchés par un employeur ne verront leur engagement considéré comme effectif qu'après une période d'essai dont la durée est la suivante :

- personnel administratif : 1 mois.
- personnel technique :
 - stagiaire : 2 mois ;
 - diplômé : 2 mois.

Cette période est renouvelable une seule fois, sous réserve de la législation applicable au contrat de travail à durée déterminée.

La période d'essai a pour objet de vérifier concrètement, en situation de travail effectif, l'adéquation du salarié et de l'entreprise par rapport à leurs attentes.

Durant la période d'essai, l'employeur veille à faciliter l'insertion du salarié dans l'entreprise. Un point doit être fait avec l'intéressé avant la fin de cette période, afin d'apprécier l'état de satisfaction respective des parties.

Le salaire de la période d'essai est celui de la catégorie professionnelle pour laquelle l'employé est engagé.

Au cours de cette période, les deux parties peuvent librement se séparer après un préavis de 1 journée pour un essai au plus égal à 1 mois et de 8 jours pour un essai d'une durée supérieure. Dans le cas où l'essai n'est pas considéré comme satisfaisant par le salarié ou l'employeur, celui des deux qui souhaite mettre fin au contrat de travail le fait connaître à l'autre par lettre remise en main propre contre décharge ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Si la période d'essai n'est pas jugée assez concluante, elle peut être renouvelée une seule fois, avec l'accord du salarié, pour une durée au plus égale à celle de la période initiale. La poursuite de la relation de travail au-delà de la période d'essai, à défaut d'écrit pour le confirmer, constitue une confirmation implicite de l'intéressé dans ses fonctions. »

Fait à Paris, le 20 mai 2009.

(Suivent les signatures.)